

HORIZONS

Des coopérant·e·s pour un monde plus juste

4 – 11 | DOSSIER

Lutter contre la violence envers les femmes



Playlist
de chansons de
Nina Dimitri sur
l'amour et la violence



4 | BOLIVIE

Lutte pour la justice dans un système judiciaire patriarcal

8 | DÉBAT ZOOM

La violence domestique en Bolivie et en Suisse

12 | ENGAGEMENT

Dix coopérant·e·s sur le départ

Le chemin pour sortir de la spirale de la violence est semé d'embûches : dans la société patriarcale bolivienne, la lutte des femmes pour leurs droits est souvent sans espoir.



CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

LA VIOLENCE LIÉE AU GENRE NOUS CONCERNE TOUTES ET TOUS

La violence de genre constitue, avec les inégalités, une grave violation des droits humains et l'un des plus grands obstacles au développement durable, à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi, dans tous ses projets, Comundo s'engage à adopter une approche genre visant à atteindre l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et à éliminer toute forme de violence contre les femmes et les filles.

Ce numéro d'Horizons est consacré à la Bolivie où l'État, la société et les familles sont encore fortement influencées par les structures patriarcales. Comundo promeut l'égalité des droits à tous les niveaux de participation afin que les filles, les garçons et les jeunes ainsi que leurs familles puissent vivre une vie non violente, dans un environnement socialement et écologiquement sain.

J'ai personnellement un lien fort avec la Bolivie : je n'avais que 5 ans lorsque je suis tombée sous le charme de la musique traditionnelle bolivienne et depuis, je n'ai jamais cessé de l'étudier et de la jouer. À 19 ans, j'ai déménagé dans ce pays parce que je voulais m'immerger complètement dans cette culture et perfectionner ma technique à la guitare et au charango. C'est là que j'ai rencontré le grand charanguista Julio Lavayen, mon professeur et le père de mon fils Samuel.

En tant qu'ambassadrice de Comundo, je souhaite également apporter ma contribution à la lutte contre la violence de genre, un phénomène qui affecte la vie de chaque personne dans le monde. J'ai décidé de le faire de la manière que je connais le mieux, avec ma principale forme d'expression : par la musique.

Je vous propose donc cette petite playlist de chansons (à découvrir en scannant le QR code sur le côté ou sur www.comundo.com/fr/ninadimitri) qui évoque d'une manière ou d'une autre la violence dans les relations, la possession, le contrôle. Souvent en effet, la violence se cache là où on l'attend le moins : entre les murs de la maison ou à l'intérieur d'une relation qui, au lieu de libérer, amène de nouvelles contraintes. N'oublions pas cela, même en chantant une chanson d'amour.



Nina Dimitri, chanteuse, ambassadrice de Comundo



Photo de couverture : Sandra Wechner, coopérante de Comundo, accompagne des femmes comme Betty Mamani et ses filles dans la concrétisation de leur droit à une vie sans violence et autodéterminée.

Photo: David Mercado

Des comptes à rendre

La violence domestique est très répandue en Bolivie. Quand une femme quitte son mari violent, elle se retrouve livrée à elle-même : obtenir la pension alimentaire légale relève de l'impossible parcours d'obstacles. Dans la ville d'El Alto, Sandra Wechner lutte pour les droits des femmes laissées pour compte par l'État et la société.

Auteure : Sandra Wechner, Photos : David Mercado





L'animatrice communautaire Martha Marca (à g.) conseille Betty Mamani dans ses démarches pour réclamer une pension alimentaire. La procédure judiciaire est complexe et coûteuse et prend beaucoup de temps. Sandra Wechner (à dr.) soutient la conseillère dans ce processus.



Grâce à sa persévérance, Betty Mamani a pu se construire une vie indépendante et suivre un apprentissage de coiffure.

Betty Mamani* avait tout juste 17 ans quand elle est devenue mère pour la première fois. Ce n'était pas son souhait ; elle aurait préféré faire des études. Sa relation avec son partenaire d'alors n'a pas duré longtemps et l'escalade de la violence s'est vite installée. Elle en ressent encore les effets vingt ans plus tard. Après sa séparation, Betty a en effet été brutalement enlevée par son agresseur, qui l'a battue et violée devant leur fils. Ce n'était pas la première fois, mais ce fut heureusement la dernière. Le deuxième enfant de Betty, une petite fille, est née neuf mois plus tard. Celle-ci a fait sien le rêve que sa mère avait jadis : elle suit des études et sera bientôt journaliste. Son frère a par contre été durablement traumatisé par les événements auxquels il a assisté et est tombé dans la criminalité.

La loi sous-entend que c'est peine perdue. Mais c'est faux.

Betty Mamani

Une aide juridique et psychologique

La société bolivienne fait reposer la responsabilité des enfants exclusivement sur les femmes. « Il ne nous a jamais soutenu-e-s », confie Betty à propos de son ancien agresseur. Le « deux poids deux mesures » de la société patriarcale fait des femmes des « mauvaises mères » si celles-ci viennent seulement à évoquer l'idée qu'elles ont le droit de vivre leur vie autrement qu'en se sacrifiant

pour leurs enfants. Si les mères s'investissent pleinement les pères, eux, n'ont de compte à rendre à personne.

La Fundación Machaqa Amawta propose depuis des années des formations aux femmes qui, comme Betty, n'ont pas pu faire d'études à cause de leurs obligations familiales. Pendant mon engagement, j'ai surtout soutenu ces femmes en sensibilisant la société à leurs droits. Mais j'entendais encore trop souvent la même rengaine : un mari violente sa femme, l'abandonne et la laisse seule avec les enfants. Nous avons donc peu à peu intégré à l'offre de Machaqa Amawta un soutien complémentaire : juridique et psychologique.

Une justice patriarcale

Le système judiciaire étant inefficace et souvent marqué par la corruption, nous nous sommes spécialisé-e-s dans les demandes de pension alimentaire. Car lorsqu'une femme porte plainte pour violence conjugale, elle n'est que rarement prise au sérieux. Elle se voit reprocher d'avoir provoqué la chose, et on lui rétorque que c'est le rôle du mari de punir sa femme. Une plainte ne débouche donc presque jamais sur une condamnation.

Une demande de pension alimentaire offre par contre des perspectives concrètes : ces paiements mensuels apportent une aide directe aux enfants et aux femmes. Mais le système judiciaire s'avère défaillant à cet égard aussi. « À l'époque, la bureaucratie et la corruption m'avaient fait déboursier 7'500 bolivianos (environ 1000 francs suisses) pour finalement obtenir un seul et unique paiement de 1'500 bolivianos (200 francs suisses) », m'explique Betty. « La loi sous-entend que c'est peine perdue. Mais c'est faux », ajoute-t-elle laconiquement.



Martha Marca (à dr.) conseille les femmes en cas de litige sur les pensions alimentaires. Notre coopérante Sandra Wechner la soutient.

J'ai également pu aider mon équipe à mener une étude qui a confirmé que Betty n'est pas un cas isolé.

Des conseillères bénévoles

Une autre de mes missions a consisté à aider Machaqa Amawta à former des *promotoras comunitarias*, des conseillères à l'écoute des victimes désemparées face à la violence domestique. Ce rôle de conseiller/ère est ancré dans la loi bolivienne. Grâce à des organismes privés et publics, ces bénévoles bénéficient de formations en matière de travail social, de soutien psychologique et de conseil juridique.

La conseillère responsable de Betty est Martha Marca. Elle l'aide à rouvrir son dossier de pension alimentaire. « Tout le poids repose sur la mère », explique la *promotora comunitaria*, qui soutient les femmes dans leur lutte contre une justice et une société patriarcales et qui a elle-même trouvé son premier véritable emploi chez Machaqa Amawta. C'est souvent grâce à leur propre expérience que les conseillères comme Martha comprennent combien la situation de ces femmes est difficile.

En ces temps de crise sanitaire, les *promotoras comunitarias* jouent un rôle primordial, d'autant plus que les organismes publics tels que la police, les tribunaux et les foyers pour femmes ont suspendu ou fortement réduit leurs activités. La violence, elle, a énormément augmenté.

Surmonter les traumatismes

Machaqa Amawta propose en outre des thérapies aux femmes courageuses comme Betty, qui ont réussi à fuir la violence au prix d'un lourd tribut psychologique : difficultés financières pour élever seule leurs enfants, nuits

sans sommeil, menaces, reproches... Les groupes d'entraide permettent à Betty de partager son histoire et d'inspirer d'autres femmes. « Voilà pourquoi le centre est si important ! Pour que les femmes ne se sentent pas seules », ajoute Martha.

Voilà pourquoi le centre est si important ! Pour que les femmes ne se sentent pas seules.

Martha Marca

Grâce au soutien de Machaqa Amawta, Betty a pu surmonter son traumatisme. Elle a terminé une formation en coiffure et tient aujourd'hui son propre petit salon. Elle vend également des pâtisseries, des produits tricotés et des ustensiles ménagers. Elle profite de chaque occasion pour faire un peu de bénéfice. C'est grâce à cette grande persévérance qu'elle a pu acheter un petit terrain en périphérie. Avec son partenaire actuel, Betty a deux jeunes filles. Elle leur prouve mieux que quiconque que cela vaut la peine de se battre pour son autonomie. ✚

*Nom et prénom d'emprunt, connu de la rédaction



INFO / VIDEO

www.comundo.org/fr/wechner

Voir en vidéo comment Betty, Martha et Sandra se battent pour les Droits des femmes !



Bolivie, La Paz, 25.11.2020: des centaines de personnes ont participé à la marche pour la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.



Alexis Gomez/LATINPHOTO.org

La lutte contre la violence de genre est un défi mondial

La violence à l'égard des femmes est une réalité dans le monde entier. On pourrait même dire que c'est l'un des phénomènes les plus démocratiques car il frappe sans distinction d'âge, d'éducation, de situation économique ou d'origine géographique. Nous en avons parlé avec trois expert-e-s de Comundo en Bolivie et en Suisse.

Interview: Priscilla De Lima

En Suisse, une femme est tuée presque toutes les 2 semaines. En Bolivie, la fréquence augmente: on dénombre un féminicide tous les 3 jours. La violence de genre est une violation grave des droits humains et constitue l'un des plus grands obstacles au développement durable, à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi, à travers l'objectif de développement durable numéro 5 de l'Agenda 2030 de l'ONU, Comundo vise à atteindre l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Horizons: *Les données de 2020 (Office fédéral de la statistique et Fiscalía de Bolivia) font état de 21 féminicides en Suisse et de 113 en Bolivie, où la proportion par million d'habitants est près de 4 fois plus élevée. Ici, 8'106 cas dénoncés de violence contre les femmes et les enfants, et là-bas 30'824 (2,4 fois plus par million d'habitants); et 851 cas de violence sexuelle sur les femmes et les enfants, contre 4'998 (près de 4 fois plus). Que pensez-vous de ces chiffres ?*

Corinne Sala: Ces chiffres sont impressionnants, mais ils le deviennent encore plus si l'on pense que les plaintes ne représentent que 20% des cas réels de violence subie. Pour chaque femme qui appelle la police, 4 autres gardent le silence. Cela nous en dit long sur un phénomène qui reste en grande partie occulté ou dissimulé. Et donc

sous-estimé. Les campagnes de sensibilisation et d'information ont peut-être contribué à augmenter le nombre de plaintes dans les premières années, mais aujourd'hui il semble qu'une stabilité au-delà de laquelle nous ne pouvons aller ait été atteinte.

Fanny Luz Guzmán: Ces données ne nous surprennent malheureusement pas, les cas sont restés plus ou moins au même niveau depuis 2013, année de la nouvelle loi bolivienne qui garantit aux femmes une vie sans violence. La Bolivie reste un pays où le taux de féminicides est incroyablement élevé, presque comparable aux scénarios de guerre.

Marco Ballesteros: Cela nous montre que la violence liée au genre traverse toutes les frontières et toutes les situations économiques. Sa perception dépend également des représentations personnelles et sociales de la violence, ce qui peut conduire à la justifier et à la tolérer dans certaines situations. C'est pourquoi nous nous efforçons

Plus sur le sujet

Lire le blog de Marco Ballesteros, psychologue, coopérant local engagé sur le projet « Améliorer les thérapies et prévenir la violence »:

→ www.comundo.org/therapie-des-agresseurs

de promouvoir l'acceptation de ce qui est différent et essayons de favoriser des relations égalitaires.

Il existe cependant des différences d'incidence entre la Bolivie et la Suisse. Comment peut-on les expliquer ?

FLG : Culturellement, l'exercice de la violence en Bolivie est très lié à la discipline éducative, traditionnellement appliquée par le biais de châtiments et de punitions, bien souvent corporelles. Cela signifie que beaucoup d'hommes l'expriment dans tous les contextes où la discipline est requise, même envers d'autres adultes qu'ils considèrent comme subordonnés. Comme les femmes.

CS : Même en Suisse, la violence de genre reste un phénomène fortement ancré dans la société. Petit à petit cependant, les femmes se conscientisent et questionnent les rôles de genre « traditionnels », réclament plus de droits, d'espace et de visibilité, remettant en cause tous les privilèges dont jouissent les hommes. Cette situation crée de nouvelles difficultés et les cas de violence ne diminuent pas.

Quelle a été l'évolution du phénomène suite aux restrictions imposées par la pandémie de Covid-19 ?

FLG : Au début, il n'y avait même pas de numéro d'urgence à appeler. Après quelques mois, une hotline a été installée mais on s'est aperçu qu'elle ne fonctionnait pas, ni d'un point de vue technique (personne ne répondait), ni fonctionnel : les victimes étaient chez elles avec leurs agresseurs sans pouvoir les dénoncer. Pendant la pandémie, le nombre de plaintes a donc paradoxalement diminué.

CS : En Suisse, il n'y a officiellement pas eu d'augmentation du nombre de plaintes ni du nombre de féminicides pendant la pandémie. Cela s'explique notamment par le fait qu'il n'existe aucun espace ni possibilité de dénoncer, les femmes étant en contact étroit avec leurs agresseurs.

Quelle est la situation législative ? Que fait l'État ?

FLG : La Bolivie dispose d'une très bonne législation qui devrait garantir l'égalité et la protection des femmes contre la violence liée au genre, avec des mesures spécifiques pour les hommes également. La difficulté réside dans sa mise en œuvre. L'égalité et le respect des droits humains doivent être intégrés, ce qui nécessite davantage de ressources et de continuité.

MB : Dans ce domaine aussi, le risque de rester très ancré dans la tradition perdure : la violence est régulée principalement par la justice pénale, avec des plaintes et la répression. Au lieu de cela, nous avons besoin de nouveaux mécanismes qui apprennent aux hommes à gérer les conflits d'une manière différente. Si nous voulons vraiment éradiquer ce phénomène, nous devons travailler à d'autres niveaux : social, psychologique, culturel et pas seulement à travers les enquêtes de police.

CS : La Suisse a signé la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre les agressions à l'égard des femmes et la violence domestique. Elle doit maintenant s'engager à atteindre un certain nombre d'objectifs spécifiques. La principale difficulté réside dans la coordination entre les différents acteurs (cantons et Confédération, police et autres associations). Au Tessin, depuis un an, une

coordinatrice cantonale est chargée de traiter des cas de violences domestiques et doit mettre en place un plan d'action cantonal que nous espérons concret et efficace.

En Suisse, une femme est tuée toutes les 3 semaines. En Bolivie, la fréquence augmente : on dénombre un féminicide tous les 3 jours.

Quels sont les défis actuels ?

CS : Il s'agit d'un phénomène aux racines culturelles profondes qui nous touche toutes et tous. Il faut un effort collectif pour le déconstruire, des changements sont nécessaires dans toute la société : famille, école, église, armée, art, publicité, littérature. La remise en question des traditions doit avoir lieu dans tous les domaines de la vie quotidienne !

MB : Le travail de prévention auprès des hommes auteurs de violence devrait être garanti par l'État, mais ce n'est pas encore le cas. Grâce à Comundo, nous collaborons avec les institutions publiques nationales et régionales et d'autres organisations pour faire en sorte que cette approche soit toujours un sujet important dans la politique publique de lutte contre la violence. Et pas seulement en cas de délit, mais aussi d'un point de vue préventif : nous sommes toujours à la recherche de nouvelles méthodologies pour apprendre à gérer les conflits en tant qu'hommes et en tant que couples, pour garantir des espaces de dialogue et de réflexion avant que les affrontements ne se produisent. ➔



Corinne Sala, ethnologue spécialisée dans les questions de genre, est la directrice du bureau Suisse italienne de Comundo. Chaque année au Tessin, Comundo organise et anime la campagne de sensibilisation « La violence est le pain quotidien de trop de femmes ».



Marco Ballesteros est psychologue et coopérant local de Comundo à Cochabamba, où il soutient l'organisation partenaire locale Infante dans la formation du personnel d'institutions publiques et privées sur la thérapie des auteurs de violence, travaillant ainsi dans le domaine de la prévention.



Fanny Luz Guzman, psychologue, est coopérante locale de Comundo et assistante de direction du programme pays Bolivie. En particulier, elle coordonne et articule plusieurs initiatives au sein du cluster dans le domaine thématique de la prévention de la violence et de l'assistance aux victimes de violence.

Alicia, une battante dans l'adversité

Alicia Quispe*, 34 ans, a grandi dans un contexte empreint de violence à El Alto, où se trouve le plus grand marché de Bolivie. Elle y vend sa propre production de légumes qui offre sécurité alimentaire à sa famille et assure son indépendance. Le politologue Jérôme Gyger la soutient dans cette démarche.

Texte : Jérôme Gyger et Philippe Neyroud, Photos : David Mercado

Dans cette ville récente et tentaculaire qui surplombe la cuvette de La Paz et absorbe les flux continus de l'exode rural, au sein de cette cohue marchande, rien ne fut facile pour Alicia. Dès son plus jeune âge, elle vend avec sa maman du poisson frit tous les soirs jusqu'à minuit. Et, trop souvent exposée au comportement d'hommes en état d'ébriété, elle quitte sa famille à 15 ans pour se marier avec un homme de 12 ans de plus qu'elle. Elle pensait alors tourner définitivement le dos à ses difficultés.

Elle devient rapidement maman pour la première fois et doit assumer les tâches de femme au foyer. A 18 ans, elle décide d'ouvrir un petit magasin et participe à un premier programme d'agriculture urbaine mis en

place par la commune. Mais toute activité hors du foyer est un véritable défi, le patriarcat des communautés rurales trouvant dans ce milieu un terreau fertile : « Mon mari n'aimait pas que je sorte. A chaque fois, il me criait la même rengaine : tu ne sortiras pas ! tu ne te formeras pas ! ». Et mettait ses menaces en pratique, Alicia se retrouvant parfois enfermée dans sa propre maison. Mais elle ne se résigne pas pour autant et prend même de nouveaux risques : à 21 ans, elle rejoint FOCAPACI et son programme d'agriculture urbaine.

Une étude menée à l'intérieur de l'organisation FOCAPACI a révélé que 70% des femmes productrices souffrent ou ont souffert d'un type de violence.

Jérôme Gyger

Des ateliers sur l'empowerment des femmes essentiels

Pour notre coopérant Jérôme Gyger, qui soutient le projet de renforcement des femmes par l'agriculture ur-



Produire ses propres légumes lui a permis de prendre confiance en elle, et de se libérer du contrôle patriarcal de son mari.



Alicia Quispe est fière de présenter son jardin urbain à notre coopérant Jérôme Gyger: il nourrit sa famille et lui assure un revenu.

baine de cette organisation depuis bientôt 2 ans, ce programme et ces ateliers sont essentiels : « Une étude menée à l'intérieur de l'organisation a révélé que 70% des femmes productrices souffrent ou ont souffert d'un type de violence ». Alicia confirme que c'est en suivant les formations sur l'empowerment des femmes de FOCAPACI qu'elle a pris conscience de ses droits. Elle y découvre que les femmes ont le droit de travailler et d'être autonomes financièrement, qu'elle-même peut agir et penser librement... Et si les conflits perdurent dans son foyer, elle ne lâche rien et s'implique sans relâche dans les activités de production et de commercialisation de son potager urbain. Peu à peu elle prend confiance en elle, jusqu'à endosser des responsabilités et être considérée comme une référence dans son quartier de Villa Andrani. Passionnée par l'agriculture, elle l'est aussi pour transmettre et partager son savoir et son courage à d'autres femmes.

Enfin soutenue par son mari

Lors du confinement, en raison du manque de travail pour son mari, les revenus du ménage ont subitement baissé. Les produits provenant de sa tente solaire ont alors été essentiels et mieux valorisés au sein du ménage. Elle a enfin pu sentir que son mari la soutenait, ce qui lui a procuré fierté, et un sentiment de tranquillité et plus d'indépendance. Même si elle a assuré de front un revenu pour la famille et continué à tout gérer à la maison et à s'occuper de ses désormais 5 enfants.

Derrière sa grande volonté et sa capacité à affronter les épreuves, ses enfants sont sa raison de vivre et

de se battre. Elle aspire surtout à ce qu'ils puissent étudier pour réaliser la profession de leurs souhaits. Alicia n'a jamais eu la vie facile, elle le sait bien. Mais jamais elle ne se plaint et préfère se tourner vers l'avenir, pour elle et pour eux. Avant de la quitter, elle nous partage encore son rêve : pouvoir acheter un jour un bâtiment de 7 étages. Chaque étage serait cédé à un enfant, comme le veut la tradition, et les autres lui permettraient de développer son commerce.

Alors qui sait ? Avec Alicia, l'horizon des possibles est revisité en permanence. ➔

**Nom et prénom d'emprunt, connu de la rédaction*

Plus d'infos sur le projet de Jérôme Gyger :
→ www.comundo.org/fr/gyger

Merci pour votre don !

Les engagements de nos coopérant-e-s ne sont possibles que grâce à vos dons. Nous vous remercions pour votre soutien.

CCP : 17-1480-9

IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9

Faites un don en ligne ! Choisissez simplement le pays ou le projet que vous souhaitez soutenir sur la page :

→ www.comundo.org/dons

Un engagement pour

La crise sanitaire mondiale rend aujourd'hui la lutte sociale plus importante que jamais. Nos dix nos ne pas décourager par la pandémie et entament leur

1 **Annina Schlatter, 30 ans, spécialiste des questions religieuses, Zurich**

Annina Schlatter met son expérience interculturelle dans les domaines de la paix et de la jeunesse au service d'un projet pilote visant à **renforcer la participation des jeunes**. Dans un contexte marqué par le conflit armé, elle aide le réseau de promotion de la paix Redprodepaz à améliorer l'influence politique des jeunes, afin qu'ils et elles façonnent activement leur environnement et prennent part aux processus décisionnels.

2 **François de Riedmatten, 40 ans, journaliste, Sion**

« Diplômé d'un Master en sociologie et philosophie, j'ai travaillé comme journaliste durant 10 ans, en presse écrite puis en télévision. Par mes voyages et ma pratique du théâtre aussi, je connais l'importance des rencontres et du partage. J'ai décidé de m'engager pour 3 ans dans la coopération internationale en Colombie, pour renforcer la communication de Casitas Biblicas, organisation qui s'engage **en faveur des droits humains et d'une culture de paix** dans les quartiers défavorisés de Bogota. »

PÉROU

3 **Sarah Günther, 35 ans, diplômée en sciences de l'environnement, Berlin (DE)**

Sarah Günther, qui rêve de devenir coopérante depuis des années, a étudié la protection de l'environnement et l'écotoxicologie. Elle s'engagera au Pérou, où la pollution est une question sensible : l'extraction minière laisse souvent derrière elle des métaux lourds dans l'eau courante. Sarah Günther épaulera le réseau environnemental Red Muqui, qui lutte en faveur des **droits fondamentaux des communautés locales, souvent indigènes**.

4 **Elena Clénin, 25 ans, spécialiste en communication de Saint-Prex**

« En juin 2019, j'ai obtenu un bachelor en Sciences de la communication et des médias à l'Université de Fribourg. Après un premier stage de communication dans le domaine de la coopération internationale par l'échange de personnes, je rejoins dès août 2021 l'organisation partenaire Red Muqui à Lima, en engagement junior pour 1 an. Mon but sera de renforcer leur travail de communication institutionnelle et de **rendre visible les effets de l'exploitation minière sur les enfants au Pérou**. »

BOLIVIE

5 **Marie Rappaport, 33 ans, diplômée en anthropologie de l'Amérique et ethnologie, Aix-la-Chapelle (DE)**

La violence domestique est très répandue en Bolivie. Pourtant, peu d'offres de soutien existent, et la population est peu sensible aux disparités culturelles. Marie Rappaport s'engage dans les Andes indigènes pour un **échange de savoir renforcé** entre organismes publics et guérisseurs/ses traditionnel-le-s afin de développer de nouvelles thérapies ainsi que **des solutions holistiques contre la violence**.

6 **Coraline Kaempf, 30 ans, journaliste de Porrentruy**

« J'ai étudié les sciences politiques et le journalisme, et travaillé en presse écrite et à la radio. Lors d'un voyage en Amérique latine, j'ai découvert la coopération par l'échange de personnes. Convaincue, je m'engagerai dès octobre 2021 durant 3 ans pour renforcer la stratégie de communication d'Acovicruz. Depuis 20 ans, cette organisation bolivienne défend et **accompagne les populations minoritaires vers la pleine appropriation de leurs droits politiques et environnementaux**. »



un monde plus juste

tte contre la pauvreté, la violence et les inégalités
ouvelles et nouveaux coopérant·e·s ne se laissent
r engagement en Amérique latine et en Afrique.



Comundo

KENYA

Michaela Verling, 25 ans, diplômée en sciences et technologies de la santé, Vaduz (FL)

C'est aujourd'hui, alors que les inégalités se creusent partout à cause du coronavirus, que Michaela Verling a choisi de démarrer sa carrière au Kenya. Elle aime allier santé et technologie et compte faire profiter la Kenya School for Integrated Medicine de ses connaissances. Son engagement junior vise à **intégrer l'e-learning dans la formation des jeunes professionnel·le·s de santé** et à renforcer le système actuel.

7

ZAMBIE

Hannah Labusch, 60 ans, sociopédagogue, Zurich

Les personnes en situation de handicap font face à de fortes discriminations en Zambie, surtout dans un quartier pauvre comme Kanyama. C'est là-bas qu'Hannah Labusch s'engagera pour donner aux enfants et aux jeunes des **perspectives éducatives équitables**. Elle se réjouit de mettre sa trentaine d'années d'expériences dans la scolarisation spécialisée intégrée au profit de **l'empowerment** et d'une meilleure acceptation des plus marginalisé·e·s.

8

Sibylle Freiermuth, 32 ans, professeure d'anglais, Lucerne

En Zambie, le secteur éducatif a payé un lourd tribut à la pandémie. Peu de cours à distance ont pu être organisés pendant le confinement. Les élèves, qui apprennent en temps normal uniquement à lire et à écrire, souffrent désormais de grandes lacunes. C'est dans ce contexte que la professeure d'anglais Sibylle Freiermuth aide l'équipe éducative de l'école primaire Pakachele de Lusaka à **enseigner la lecture et l'écriture**.

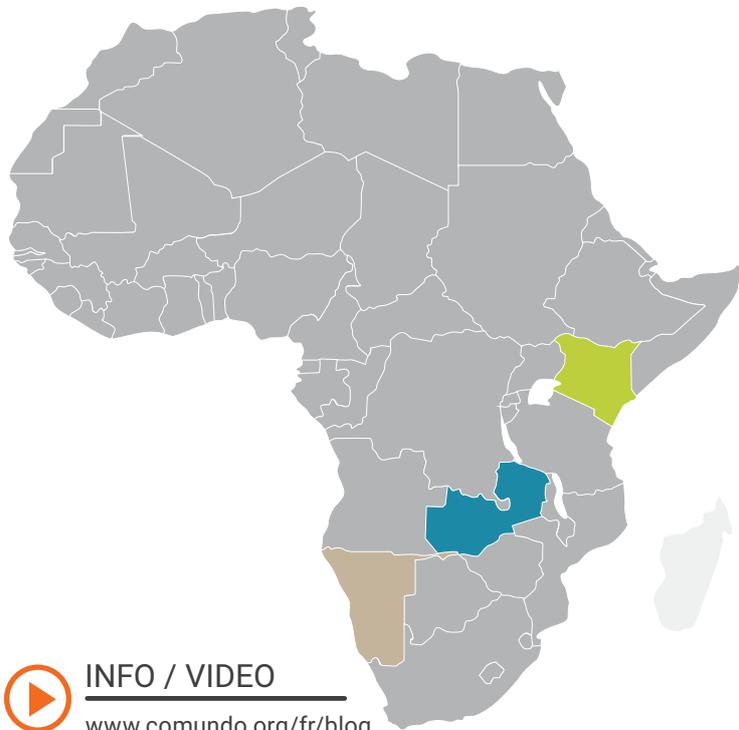
9

NAMIBIE

Anna Hartmann, 34 ans, spécialiste en gestion financière, Lucerne

Les moyens dont dispose **l'enseignement** en Namibie sont souvent inefficaces : les fonds scolaires sont mal gérés, les salaires mal calculés. Les écoles ne peuvent donc pas acheter du matériel pourtant primordial. Ce sont les enfants qui en souffrent le plus. **Pour que l'argent soit affecté correctement**, Anna Hartmann soutient le département des finances et des ressources humaines du Directeurat de l'éducation de Kavango West.

10



INFO / VIDEO

www.comundo.org/fr/blog

Merci pour votre don !

Grâce à votre soutien, les coopérant·e·s de Comundo s'engagent pour une lutte durable pour un monde plus juste. Rendez-vous sur le blog de nos coopérant·e·s pour en apprendre davantage et découvrir des récits de première main aussi exceptionnels que touchants.

Un engagement avec Comundo vous intéresse ?

Nous recherchons constamment des coopérant·e·s voulant s'engager en Amérique latine ou en Afrique. Trouvez les informations sur notre site :
→ www.comundo.org/engagement

Vous souhaitez en savoir plus ?

Contactez Mathilde Defferrard : 058 854 12 40 /
mathilde.defferrard@comundo.org

Une hotline contre la violence

Le service de premiers secours *Te escucho* a joué un rôle majeur dans l'engagement de longue durée d'Hannah Lina : en plein confinement, sa mise en place a montré combien une coopération étroite au sein du programme pays Bolivie pouvait être efficace. De retour en Suisse, Hannah Lina continue à faire de la justice sociale une priorité.

Auteure : Lina Aerni, Photos: Comundo



« *Te escucho* » : je t'entends, je t'écoute. Les victimes de violence ont besoin de l'un comme de l'autre. Besoin de montrer leur détresse d'abord, d'une oreille attentive ensuite. Le service de premiers secours *Te escucho*, qu'Hannah Lina a aidé à mettre en place et a activement coordonné, tient ses promesses : plus de 100 psychologues bénévoles de toute la Bolivie sont accessibles par téléphone 24 h/24 pour orienter les victimes vers des services rapides et gratuits de soutien thérapeutique, psychiatrique ou juridique.

Le fruit d'une longue collaboration

Hannah Lina voit ce projet comme le résultat d'un travail de réseautage mené sur plusieurs années par un large éventail de coopérant-e-s nationaux/ales et internationaux/ales ainsi que par leurs organisations partenaires. Cela a permis la mobilisation rapide de bénévoles qualifié-e-s. En l'espace de trois mois, ils et elles ont accompagné plus de 300 personnes, parmi lesquelles beaucoup se seraient tués encore longtemps sans *Te escucho*.

Lors de son engagement de quatre ans pour Comundo, Hannah Lina a travaillé dans

deux villes d'altitudes bien différentes. À Potosí (4'000 mètres), elle a soutenu les autorités municipales et l'ONG CEPROMIN ; à Cochabamba (2'500 mètres), c'est le gouvernement régional et l'ONG Infante qui ont bénéficié de son appui. Dans les administrations, elle a pu vivre de près l'élaboration de politiques sociales et de stratégies de lutte contre la violence.

Aux côtés d'autres coopérant-e-s de Comundo, Hannah Lina a aussi organisé d'in-

quatre coins du pays. Toutes et tous voulaient mieux aider leur public cible. Mais pas seulement : selon Hannah Lina, les participant-e-s profitaient eux/elles-mêmes directement de ce travail de sensibilisation, car bon nombre avaient aussi vécu des situations de violence. Ils et elles peuvent donc désormais intégrer ces méthodes et stratégies d'entraide à leur vie professionnelle comme privée.

La justice sociale : un combat sans frontières

Grâce à des échanges personnels intensifs, les Bolivien-ne-s ont aiguisé leur vision de la discrimination. Celle-ci n'est pas seulement inhérente au genre, mais aussi à tout ce qui nous définit en tant qu'êtres humains, comme la religion, l'ethnie et l'âge. Impressionnée par la proactivité de la société civile en Amérique latine, qui lutte contre de nombreuses formes de violence, Hannah Lina souhaite continuer à s'engager pour l'égalité des chances, l'interculturalité et la politique sociale. Car la Suisse aussi peut encore prendre un peu d'altitude sur ces questions, qui s'avèrent aussi explosives chez nous qu'en Amérique latine. ➔

« *Te escucho* n'a pu voir le jour que grâce à notre très bonne collaboration et à notre réseautage personnel et institutionnel ».

nombrables formations. Les travailleurs/ses sociaux/ales, les juristes, les policiers/ères et les professeur-e-s qui y ont pris part venaient de nombreuses organisations partenaires et d'organismes intéressés aux



Team-building avec le personnel du foyer pour femmes, mené par Hannah Lina (à dr.) et deux autres coopérant-e-s de Comundo : on y travaille des techniques d'intervision, de travail corporel et d'intelligence émotionnelle.



Le Jury des Jeunes Comundo lors du FIFF 2021, et parmi eux sa Présidente Héloïse Clément, 2ème depuis la gauche. (Photo FIFF2021-Julien Chavaillaz)

Rideau sur le FIFF 2021

Rideau sur l'édition 2021 du Festival International de Films de Fribourg, lors duquel Comundo a décerné le Prix du Jury des Jeunes au film « Quo Vadis, Aida? » de la réalisatrice Jasmila Zbanic. Pour la prochaine édition en mars 2022, nous recherchons un nouveau Jury de jeunes.

Le travail avec la jeunesse suisse est aussi l'une des priorités de Comundo, et le Prix du Jury des Jeunes leur donne l'occasion de désigner un film qui touche leur sensibilité, pointe des problématiques de leur quotidien ou les préoccupent pour leur avenir.

La Présidente des 6 membres du Jury, Héloïse Clément, étudiante de 20 ans, a justifié ainsi le prix pour « Quo Vadis, Aida? » : « Pour son intelligence, sa justesse, sa capacité percutante à dépeindre l'horreur sans rentrer dans le sensationnel, pour son portrait d'une femme forte mais impuissante face à l'absurdité de la guerre, pour son importance dans la mémoire collective [...] ». Un film lauréat qui offre ainsi un écho thématique aux projets de certain·e·s de nos coopérant·e·s, par exemple en Colombie.

Pour parvenir à ce choix, il leur aura fallu 5 heures de discussion pour trancher entre toutes les propositions de la sélection. Et trouver un consensus autour de critères comme l'urgence de la thématique au regard de la société actuelle, l'intelligence dans son traitement, une mise en scène juste ou la performance bouleversante des acteurs.

« Quo Vadis, Aida? » sera à l'affiche des meilleures salles obscures de Suisse et de Romandie dès septembre 2021.

Jury des Jeunes 2022 : Appel à candidature

Comundo se réjouit d'ores et déjà d'être à nouveau partenaire de la 36ème édition du FIFF, du 18 au 27 mars 2022, et lance un appel à candidature à tout·e jeune cinéphile de Suisse entre 18 et 25 ans souhaitant vivre cette expérience.

Dès maintenant et jusqu'au 31 décembre 2021, envoie ton curriculum vitae et ta lettre de motivation pour participer au Jury des Jeunes, de préférence par e-mail à : fribourg@comundo.org

36e FIFF, du 18 au 27.03.2022
Plus d'infos sur :

→ www.comundo.org/fiff

PARTIR SUR LE TERRAIN

Comundo est partenaire de Isango Formation, une association qui a pour but le renforcement des capacités des acteurs de la solidarité internationale et du développement local, et dispense diverses formations de base, ciblées et de qualité. Pour toutes les personnes désireuses de s'engager comme coopérant·e, Isango propose un module de formation sur 3 jours pour une réflexion approfondie sur une telle démarche et pour se préparer au départ :

Formation Isango : Motivations et compétences pour partir sur le terrain, du 19 au 21 novembre 2021.
Plus d'infos sur :

→ www.comundo.org/fr/agenda

BIENVENUE À SONIA EL RHAZI



Le bureau de Comundo Suisse romande compte une nouvelle collaboratrice. Sonia El Rhazi, 32 ans, nous a en effet rejoint comme responsable Recherche de fonds, en remplacement de Natacha Schott, que nous remercions pour son engagement sans faille depuis 3 ans. Mariée, mère de 2

jeunes enfants, Sonia El Rhazi est fortement ancrée dans l'engagement social et humanitaire : elle a fondé sa propre organisation qui vient en aide à des enfants et communautés villageoises de l'Atlas marocain, et un collectif « Mon Instant A Moi » qui offre des soins de bien-être aux personnes précarisées à Lausanne. Bienvenue Sonia, et bonne chance pour ce nouveau défi aux côtés de Comundo !

IMPRESSUM : HORIZONS / HORIZONTE / CARTABIANCA, 4 numéros par an, prix de l'abo : CHF 20.-, déduit de votre don ; tirage : 34'600 exemplaires ; ISSN 2673-7558
Éditeur : Comundo, Kreuzbuchstrasse 44, CH-6006 Luzern, www.comundo.org, Tél. 058 854 12 40, fribourg@comundo.org ; CCP : 17-1480-9, IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9 ;
Rédaction : Christa Arnet-Engetschwiler, direction ; Lina Aerni ; Simone Bischof-Lusti ; Philippe Neyroud ; Priscilla De Lima ; Sandra Wechner ; Jérôme Gyger
Photographie : Marcel Kaufmann ;
Graphisme : Medianovis AG, Zürich ;
Imprimerie : Engelberger Druck AG, Stans



Abonnez-vous à notre Newsletter !

Les dernières infos sur nos projets et événements :

→ www.comundo.org/fr/newsletter

Ou à travers les réseaux sociaux :



facebook.com/ComundoFribourg



twitter.com/ComundoFribourg



linkedin.com/showcase/comundo-suisse-romande



« Il n'est jamais trop tôt pour penser aux cadeaux de Noël... .. Comme moi, pensez à offrir sous le sapin des dons à Comundo, plutôt que de l'inutile périssable ! »

Kyril Gossweiler, Buchillon, pourvoyeur de dons permanents depuis 2013

Merci de tout cœur pour votre soutien!

Dons

CCP : 17-1480-9

IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9

Comundo

Bureau Suisse romande

Rue des Alpes 44, CH-1700 Fribourg

Tél. +41 58 854 12 40 | fribourg@comundo.org



www.comundo.org/fr

Des coopérant·e·s pour un monde plus juste